

Delenda est Carthago ?

Cette référence historique au leitmotiv des discours de Caton l'Ancien – en l'occurrence transposée en : « il faut inverser le calendrier électoral des présidentielles et des législatives » – qui concluait l'éditorial du précédent numéro de *Diasporiques* n'est hélas désormais plus d'actualité. Les résultats des élections régionales, largement invalidés dans leur signification pronostique par le taux massif d'absentéisme, n'ont qu'une faible probabilité de modifier le fait que nous allons vers l'application, en 2022, des procédures électorales habituelles, c'est-à-dire vers un possible affrontement au second tour des élections présidentielles des deux mêmes candidats qu'en 2017.

Ce qui continue de surprendre est non pas que le président de la République n'ait pas opté pour l'inversion du calendrier qu'il aurait pu provoquer d'une simple phrase (« J'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale avant la fin de mon mandat ») – il pourrait encore le faire ! – mais que personne à gauche n'ait défendu cette idée proposée par *Diasporiques* et publiée dans une tribune du *Monde*¹.

Chaque analyste politique mais aussi chaque citoyen éclairé sait qu'il est aujourd'hui parfaitement irréaliste pour la gauche d'imaginer que l'un des siens puisse parvenir au second tour des présidentielles et même l'emporter sur la candidate de

l'extrême droite si « par miracle » il y accédait – les sondages d'opinion sont hélas implacables à ce sujet. Dès lors la gauche n'aurait-elle pas dû soutenir la proposition d'inversion et ses conséquences institutionnelles ? Elle aurait pu à cette occasion rappeler que c'est le gouvernement, issu de la majorité parlementaire, qui, selon l'article 20 de notre Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation » et non pas le président de la République. Tout se passe en fait comme si elle s'était, en fin de compte, majoritairement résignée au caractère monarchique de la République au lieu de saisir l'occasion de souligner que la Constitution de 1958, malgré ses défauts, ne l'impose en aucune manière avec son intensité actuelle : celle-ci est la résultante directe des modifications de l'année 2000 (le quinquennat au lieu du septennat et l'inversion consécutive du calendrier électoral). Une belle occasion manquée, on ne peut que le regretter amèrement.

L'APRÈS JUILLET 2022

Ne nous mettons pas néanmoins dans la pire des hypothèses, heureusement malgré tout de moins en moins probable, celle de la victoire de la candidate de l'extrême droite. En mai 2022, l'actuel président est réélu pour cinq ans. Mais l'Assemblée Nationale élue dans la foulée a peu de chances de lui avoir apporté

¹ Philippe Lazar, « La présence de l'extrême droite au second tour de la présidentielle n'est pas inéluctable », tribune au « Monde.fr », publiée le 16 avril 2021.

le soutien d'une majorité absolue. Ne serait-il pas temps, dès aujourd'hui, de commencer à réfléchir sérieusement à la façon de gérer cette nouvelle donne ? Non pas en termes politiques (quelles alliances deviendraient-elles possibles ?) mais bien en termes de problèmes majeurs à traiter dans l'intérêt conjoint du pays et de l'Union européenne, confrontés à une compétition mondiale impérialiste. De ces problèmes il sera bien sûr question au cours des deux campagnes électorales à venir mais cela se fera inévitablement dans un climat violemment polémique. Il serait intéressant que des groupes de réflexion s'en emparent dès maintenant en se situant par la pensée au-delà des élections à venir. Quels que soient leurs résultats, il faudra bien aborder ces questions majeures autrement qu'en termes d'affrontements politiques, par d'authentiques débats interconfessionnels². Pourquoi en différer l'énumération et l'analyse ?

LA QUESTION LANCINANTE DE LA PANDÉMIE

Pèse toutefois sur nous, nous le savons bien, l'épée de Damoclès d'une reprise violente, à la rentrée, de la COVID 19 et notamment de l'un de ses variants particulièrement agressif. Une partie du corps médical et des scientifiques spécialistes de ces pathologies a contesté la façon dont les pouvoirs publics ont décidé d'alléger les mesures de confinement en cette fin du premier semestre de l'année 2021. Si l'épidémie repart de plus belle à la rentrée, ils auront beau jeu de dire : « Nous vous avons prévenus ! ». Si tel n'est pas le cas, on oubliera leurs discours de Cassandre.

Mais si tel est le cas, il conviendra de leur rappeler que la préservation de leur santé ou de celle des autres n'est pas la seule « valeur » à laquelle tiennent les Français et qu'il suffit de voir leur joie accompagnant les mesures progressives de déconfinement pour comprendre qu'ils auraient tout simplement massivement désobéi à la prolongation de contraintes devenues à leurs yeux de plus en plus insupportables.

Il n'en reste pas moins qu'une résurgence lourde de la COVID ne manquerait pas d'avoir une forte influence sur les scrutins de 2022. À tous points de vue espérons que nous y échapperons. ☺

² Tels que définis et décrits dans le numéro 50 de la revue, accessible en ligne (www.diasporiques.org).